

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
805 34 08  
ccp publico  
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 248 JEUDI 22 DÉCEMBRE 1977 3 F

hebdomadaire

## 138 PRISONNIERS EN GRÈVE DE LA FAIM

# LE MAROC EN PROIE À LA RÉPRESSION

### Editorial

**A**u Moyen Orient la situation politique n'est pas saine. L'initiative de Sadate a soulevé à la fois un immense espoir auprès des peuples voués périodiquement au massacre et une profonde inquiétude parmi les potentats de la région qui craignent que la paix tourne une page d'histoire et que les hommes enfin délivrés de la peur remettent en cause les régimes qu'ils ont imposé à partir de l'ignorance et qu'ils maintiennent par la crainte. Et lorsque nous parlons des régimes politiques du Moyen Orient, nous parlons de «tous» les régimes, laissant aux gauchistes intellectuellement fatigués le soin de faire la différence entre les bons et les mauvais, ceux de droite ou ceux de gauche (sic).

Par dessus le parlement Israélien, Sadate s'était adressé au peuple, et non seulement le peuple Israélien mais le peuple Egyptien directement concerné par la paix ont réagi d'une façon qui paraissait imprévisible. Mais depuis ce moment, le dynamisme de la paix est retombé, la conférence du Caire s'enlise et aux proclamations solennelles devant les populations, ont succédé les parlottes particulières entre dirigeants, diplomatie secrète qui fatalement aboutit à des accords secrets connus seulement par les initiés et qui provoquent inmanquablement lorsqu'ils sont révélés à tous, de nouveaux conflits. Si les discussions publiques à propos de la paix ont bifurqués et risquent de s'enliser dans les sables, la raison est simple et tout le monde la connaît, c'est la peur !!! Ce sont les peurs, toutes les peurs, qui au Moyen Orient s'additionnent !

Les grands pays impérialistes ont peur, peur de voir la puissance rivale étendre son influence, gagner des marchés, installer des bases stratégiques. Elles ont tendance à geler une situation, ou de la conduire à une évolution progressive qui lui maintienne les avantages acquis. Les roitelets ont peur que la tempête emporte leur trône vacillant. Les israéliens ont peur que ne s'installe un Etat Palestinien à portée de canon de Tel Aviv. Les aventuriers qui se réclament du gauchisme et de la révolution, mais qui en réalité ne sont rien d'autre que des nationalistes, embryons de la classe qui demain à leur tour exploitera le fellah, ont peur que la paix mette fin à l'aventure et les renvoie à l'usine et aux champs où ils n'ont jamais mis les pieds, l'Egypte a peur de la menace que fait peser sur elle le fanatisme religieux manipulé par les féodaux de l'Arabie Saoudite. Enfin le peuple a peur, peur plus que tout autre car c'est lui qui constitue les gros bataillons des guerres, des massacres religieux, des règlements de compte entre les chefs de la région. Peur pour sa religion, peur pour ses coutumes, peur pour son avenir ! Peur malade, irraisonnée qui relève de toutes les fables historiques ou religieuses dont on le bourre depuis des millénaires ! Et c'est cette peur, qui commande toute l'évolution du Proche Orient, qu'il faut vaincre !

Et à cette dimension tragique, s'en ajoute une autre due à la complémentarité du Moyen Orient avec l'Afrique du Nord et du Nord-Est, à population en majorité musulmane, où les affrontements suscités par l'opposition dans la région de l'Amérique et de la Russie, font rage et où tout naturellement se trouvent engagés plus ou moins directement, l'Egypte, Israël et les autres Etats qui bordent la Mer Rouge, ce qui amplifie encore la crainte d'un conflit généralisé.

Vaincre certaines de ces peurs, et naturellement pas celles qui facilitent leur hégémonie dans la région, oblige les politiciens à trouver un équilibre fragile et sans cesse remis en question, entre les intérêts de tous les partis en présence. On ne peut que souhaiter qu'ils y parviennent afin d'assurer pour un temps la tranquillité. Car au Moyen Orient, les hommes ont besoin de temps et une paix même précaire permettrait la circulation des hommes et des idées, l'interpénétration des économies et réussirait peut-être à atténuer les haines raciales et religieuses. Dans ce cas, les chassés-croisés entre Sadate et Begin ne seraient pas alors complètement inutiles.



Saïda  
MENEBHI  
assassinée  
par le  
«copain» de  
Giscard

Cependant, là comme ailleurs, rien ne sera définitif sans une poussée encore plus forte des peuples pour faire reculer les intérêts égoïstes des clans et on peut se demander ce qu'attend la puissante organisation syndicale Israélienne pour prendre contact avec les organisations syndicales Egyptiennes et Jordaniennes de façon à organiser entre elles et parallèlement aux négociations diplomatiques, des entrevues utiles préludes à l'harmonisation de leurs revendications. Il est certain que de telles réunions contribueraient à accélérer l'interpénétration des idées et des hommes et permettraient des contacts humains indispensables à la compréhension réciproque.

Car rien ne sera fait pour rétablir la paix dans la région, si on ne rétablit pas la sécurité des personnes et si on ne fait pas sauter les verrous posés par le nationalisme imbécile. Sur cette terre où les religions, les morales, les coutumes se combattent depuis des siècles, c'est le contact entre les hommes qui est primordial. Les forces politiques engluées dans leurs intérêts de classes et leurs combines politiciennes freinent de tout leur poids, car elle savent bien qu'une évolution de ce type risque de bouleverser la région et de remettre en question leurs privilèges aujourd'hui passés au second plan, devant l'exaltation des mythes patriotiques et religieuses.

Des parlottes du Caire et d'ailleurs, il ne sortira peu de chose, sinon peut-être une prise de conscience de ces peuples de l'intérêt qui les lient et du jeu des politiciens, de tous les politiciens qui les divisent. Ils seront alors en état de comprendre que seule la fédération de leurs intérêts peut à la fois les pousser vers l'avenir en laissant intact les particularités qui les singularisent.

### au sommaire

— La grève à EDF

— Europe de l'Est :  
C'est toujours la répression

— Quand la CGT casse la grève à Indosuez...

— Après Lip, Reulliac s'autogère

F.P. 2520

# Activités de la Fédération Anarchiste

## Groupes

### PROVINCE

AIN : OYONNAX  
 ALLIER : MONTLUÇON  
 MOULINS  
 ALPES-MARITIMES : NICE  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE  
 CALVADOS : HEROUVILLE  
 CAEN  
 DORDOGNE : PERIGUEUX  
 DOUBS : BESANÇON  
 EURE-ET-LOIR : GROUPE  
 BEAUCERON  
 GIRONDE : BORDEAUX  
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 ISÈRE : BOURGOIN  
 LOIRE-ATLANTIQUE :  
 NANTES  
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MANCHE : ST-LÔ  
 MORBIHAN : LORIENT  
 NIÈVRE : NEVERS  
 NORD : LILLE-ROUBAIX-  
 TOURCOING  
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :  
 BAYONNE - BIARRITZ  
 RHÔNE : LYON  
 HTE-SAVOIE : ANNECY  
 SEINE-MARITIME : ROUEN  
 LE HAVRE  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : REGION TOULON-  
 NAISE  
 YONNE : FÉDÉRATION DÉ-  
 PARTEMENTALE  
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON DES POSTIERS  
 (édite Gestion Directe)  
 LIAISON DES CHEMINOTS  
 (édite Voie Libre)  
 LIAISON DU LIVRE  
 GROUPE B.N.P. PARIS

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ÉCRIVANT  
 AUX RELATIONS INTÉRIEURES  
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis  
 dans les arrondissements sui-  
 vants : 2°, 5°, 10°, 11°, 13°,  
 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

### BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY  
 - GROUPE ESTUDIANTIN  
 DE FRESNES-ANTONY  
 - MASSY-PALAISEAU  
 - ORSAY-BURES  
 - SAVIGNY-SUR-ORGE  
 - CORBEIL-ESSONNES  
 - BRUNOY ET LIAISON  
 SEINE-ET-MARNE

### BANLIEUE EST

- GAGNY  
 - NEUILLY-SUR-MARNE  
 - CHELLES

### BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES  
 - ISSY-LES-MOULINEAUX  
 MEUDON, BOULOGNE-BIL-  
 LANCOURT

### BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN  
 - NORD DES HAUTS-DE-  
 SEINE  
 - ASNIÈRES  
 - COURBEVOIE-COLOMBES

### LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Ro-  
 chelle, Vierzon, Bégard, Châ-  
 teaux, Amboise, Chinon,  
 Montpellier, Grenoble, Lons-  
 le-Saunier, St-Sever, Nantes,  
 Vendôme, Montoire, Blois,  
 Coutances, Laval, St-Lô,  
 Vannes, Clermont-Ferrand,  
 Strasbourg, Nord Seine-et-  
 Marne, Albert, Nord de la Hte-  
 Vienne.

## PERMANENCES

Groupe Louise Michel  
 Permanence tous les samedis  
 de 17h30 à 19h au local, 10,  
 rue Robert Planquette 75 018  
 Paris.

Groupe Berneri  
 58, rue des vinaigriers  
 75010 Paris  
 Permanence les samedis  
 de 14 h à 17 h

Groupe de Lyon  
 Permanence chaque samedi  
 de 15h à 17h  
 Palais du travail (salle 25)  
 Villeurbanne

Groupe de Marseille  
 Permanence tous les samedis  
 de 14h30 à 17h au local de  
 «Culture et Liberté»  
 72, Bd. Eugène Pierre  
 13 005 Marseille

Groupe du Havre  
 Cercle d'Etudes Sociales  
 16, rue Jules Tellier  
 Permanence le lundi de 14h à  
 19h, le mercredi de 18h à 21h,  
 et le samedi de 18h à 21h.

Groupe E. Goldman  
 Permanence le jeudi de 17h  
 à 20h et le samedi de 16h à  
 18h au 51, rue de Lappe,  
 75 011 Paris.

Groupe Jacob  
 Permanence le lundi de 18h  
 à 20h et le samedi de 14h à  
 16h au 51, rue de Lappe,  
 75 011 Paris

Groupe de Bordeaux  
 7, rue du Muguet  
 33000 Bordeaux

Le numéro 1 de «Revue Anar-  
 chiste» est épuisé. Mais vous  
 pouvez toujours commander le  
 numéro 2/3 à :

Ramon Pino  
 20, rue Orfila  
 75 020 Paris

Directeur de la publication  
 Maurice LAISANT  
 Commission paritaire n° 55635  
 S.N.I.S.C.  
 93 100 MONTREUIL  
 Dépot légal : 44 149 premier trimestre 1977  
 Diffusion SAEM Transport Presse  
 Routage 205 - Publi-Routage

## Manifestation anti- rasciste à Argenteuil

Vendredi 16 décembre, à l'appel du comité de résidents du  
 foyer Sonacotra, de l'Humanité Rouge, de la Ligue des Droits de  
 l'Homme et de la Fédération Anarchiste, s'est déroulée, à Ar-  
 genteuil (Val d'Oise), une manifestation contre le racisme.

Le P.S. et le P.C., bien qu'invités, n'ont pas cru devoir y par-  
 ticiper (la campagne électorale est une préoccupation beaucoup  
 plus importante et ne nécessite pas le racolage des immigrés  
 puisque ceux-ci ne votent pas).

Correspondant Argenteuil

## OUVRAGES DISPONIBLES A PUBLICO

BAKOUNINE	
- Socialisme autoritaire ou libertaire (2 tomes).....	31
PROUDHON	
- Ecrits sur la religion.....	40
- Du principe fédératif.....	40
- Contradictions politiques.....	40
J. JULLIARD	
- F. Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe.....	65
F. DOMELA NIEUWENHUIS	
- Le socialisme en danger.....	63,50
E. DE LA BOETIE	
- Le discours de la servitude volontaire.....	59,50
D. LANGLOIS	
- Les dossiers noirs de la police française.....	10
- Les dossiers noirs de la justice française.....	10
L'EUROPE EN FORMATION	
- Anarchisme et fédéralisme.....	25
J. PIAGET	
- Où va l'éducation.....	11,50
I. ILLICH	
- Une société sans école.....	33,00
A.S. NEILL	
- Livres enfants de Summerhill.....	38,00
M. NIEL	
- Le mouvement étudiant.....	7
C. FREINET	
- Pour l'école du peuple.....	14
- Les dits de Mathieu.....	24
- Essai de psychologie sensible (2 tomes).....	68
E. FREINET	
- Naissance d'une pédagogie populaire.....	40
M. GUILBERT	
- Les femmes et l'organisation syndicale.....	39,60
M. NIEL	
- Le drame de la libération de la femme.....	15
S. LIVROZET	
- Hurlé.....	22
- Aujourd'hui la prison.....	45
- La rage des murs.....	32
- De la prison à la révolte.....	33
- Diégo.....	25

### IMPORTANT

Les lecteurs qui nous font parvenir leur bulletin  
 d'abonnement doivent savoir qu'un délai de quinze  
 jours est nécessaire avant la mise en route de cet  
 abonnement. Les paiements effectués par chèques  
 sont à libeller à l'ordre de PUBLICO exclusive-  
 ment.

Les Administrateurs

LE MONDE LIBERTAIRE  
 Rédaction-Administration 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tel 805 34 08 CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	En-gros
France		
3 mos	35 F	55 F
6 mos	65 F	110 F
12 mos	125 F	210 F
24 mos	200 F	375 F
* Tarif Etranger: R.A. Belgique, Suisse, Pays-Bas, Canada		

Abonnez  
 vous

BULLETIN D'ABONNEMENT  
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris France

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

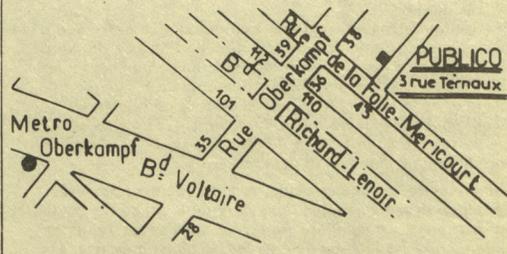
à partir du N° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.



ACHETEZ  
 « LE MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE »  
 CHAQUE SEMAINE AU MÊME ENDROIT

## Lutte antimilitariste

## Face au service national, que faire ?

DEPUIS le 5 décembre, une étrange migration a lieu à travers le pays. De tous les coins de la douce France, d'étranges pèlerins partent visiter Paris et un hôpital bien particulier! Il s'agit de l'hôpital Boucicault et ces pèlerins sont en fait des objecteurs qui se rendent à la visite médicale d'incorporation. Cette année encore, ils seront plusieurs centaines à marquer leur refus d'effectuer un service militaire, et pour 70% d'entre-eux, la formalité accomplie, ils rentreront dans leurs foyers, insoumis au service civil. A ce propos, il me paraît intéressant d'examiner le choix qui s'offre à tout homme confronté au service national le jour de ses vingt ans. Pour un antimilitariste, le choix semble être aisé : insoumission, objection, luttés dans les casernes. Pour un antimilitariste anarchiste, le choix se restreint :

— Lutte dans les casernes : Quelles sont les perspectives pour mener une lutte véritablement antimilitariste ? Il ne s'agit pas de contester telle ou telle armée, mais de lutter contre toute structure militarisée, caractérisée par sa hiérarchie et son autoritarisme, de remettre en cause radicalement le principe même de toute armée, outil privilégié de l'oppression étatique. Cette propagande et sa mise en pratique conséquente, le sabotage, même vite à un court-circuitage. Seule demeure la pratique réformiste pour un syndicat de soldats ou la pratique isolée, radicale mais limitée parce que nécessairement clandestine. Les expériences d'anciens militants de comités de soldats (regroupés autour d'un ouvrage paru récemment : *Civils si vous sachiez*, F. Malbos, ed. Maspéro) nous apportent un témoignage sur les limites de la lutte au sein des casernes. D'abord, « la troupe, aujourd'hui, n'a rien à apprendre, sur le plan militaire, dans le cadre du service : 20% des appelés ont accés

au noyau lourd de la défense. On les occupe, on les dresse... ». Puis, « le schéma de la guerre intérieure ne prévoit pas de place essentielle au soldat ». Enfin, « le soldat effectue, au cours de son service, un travail administratif ou de servitude qui permet à la hiérarchie, à la fois de lui faire assumer ses basses œuvres, et de le mobiliser sur ce qui doit être son intérêt : la corvée ». Et surtout, la question capitale : « Peut-on d'ailleurs vivre une oppression sans être transformé ? »

— L'insoumission : mais que faire après ce choix ? Partir à l'étranger et devenir inutile pour l'action quotidienne en France, sur les lieux de travail, ou se faire arrêter, un jour ou l'autre, au hasard d'un contrôle. On peut prôner l'arrestation de propos délibéré afin de porter témoignage, d'affirmer son antimilitarisme lors du procès, continuer la lutte les premiers jours d'emprisonnement par une grève de la faim, lutte radicale certes, mais finalement de courte durée, s'achevant sur deux années de taule ou la réforme. Réforme psychiatrique, bien sûr, avec pour motif officiel « l'imaturité » ou « un caractère de type paranoïaque avec une psychorigidité, une surestimation du moi et une véhémence qui ne sont pas toujours parallèles à la valeur rationnelle des arguments avancés... » (sic). Il faut être capable de mener ce combat, individuellement il mérite un « coup de chapeau », mais il ne sera jamais un moyen de lutte collective, car il faut des qualités rares pour le mener. Par le nécessaire engagement individuel, important, il est et restera un choix individuel. Pour preuve, l'échec répété de toutes les tentatives pour collectiviser cette lutte : GIT (groupe insoumission totale), GARM (groupe d'action et de résistance à la militarisation), ICI (insoumission collective internationale), dispa-

raissent ou survivent après des actions ponctuelles.

— L'objection : mais une fois le statut obtenu, deux ans de service civil restent à accomplir. Refuser le service militaire pour accepter le service civil, ce n'est pas une lutte mais un renoncement, c'est refuser l'armée pour accepter le service rendu à l'Etat, accompagné d'un règlement para-militaire. Le décret de Brégançon (déc. 1971) prive les objecteurs des droits les plus élémentaires du citoyen : liberté de mouvement (art. R 82), droit d'expression politique (art. R 83 ET R 84). De plus, on s'aperçoit que ce décret comporte aussi tout un chapitre « punitions » qui se réfère directement au code de justice militaire (art. R 85).

N'existe-t-il donc aucun moyen de lutte antimilitariste qui pourrait satisfaire un anarchiste : à la fois par sa radicalisation et par son aspect positif ? Pour nous, militants anarchistes des CLO (comités de lutte des objecteurs), il existe actuellement une quatrième voie de lutte antimilitariste, souvent ignorée, parfois critiquée pour sa soi-disant faiblesse idéologique. L'objection-insoumission est une lutte de refus face à tout service dû à l'Etat : militaire ou civil. C'est à la fois une critique radicale et une remise en cause de l'armée et de l'Etat, par l'engagement individuel et le combat collectif. L'existence de plus de 2 000 objecteurs-insoumis paralyse les volontés de répression du gouvernement. Il nous faut profiter de cette faille, pour « défier quotidiennement l'autorité militaire et son formidable arsenal répressif... nous sommes dans la nature, nous faisons ce que nous voulons et vis à vis de l'Etat... rien, ni service militaire, ni service civil... rien, la désobéissance totale, l'illégalité quotidienne, et au grand jour » (extrait d'un tract du CLO Gagny). Il y a des procès d'objecteurs-insoumis, « pour l'exemple », une quarantaine par an, pour à peu près 800 objecteurs-insoumis pendant la même période. Et ces procès deviennent l'occasion d'une tribune antimilitariste, d'une critique des fonctions de l'armée au sein de la société étatique, et d'une popularisation de la lutte. Jusqu'à présent, les tribunaux civils n'ont condamné qu'à des peines de principe de 2 à 4 mois avec sursis. Il nous faut profiter de cette contradiction de l'Etat dans sa répression : faire juger par des civils selon un code de justice militaire, n'obtenir que des peines de sursis alors que le délit « coûte » légalement de 2 mois à un an de prison en tant qu'insoumis (art. 377 du code de justice militaire) ou de 6 mois à 3 ans en tant que déserteur (art. 378 et 379 du code de J.M.).

Nous devons, jeunes libertaires, renforcer cette forme de lutte, en la radicalisant au sein des CLO, et en profitant de l'acquit des luttés.

Pascal  
(groupe Sacco-Vanzetti)

Des normaliens démissionnaires

## DES NORMALIENS DÉMISSIONNENT

Rentrer dans l'Education Nationale, pourquoi pas ? Par vocation ou idéal, par sécurité, par fatalisme, pour les études payées, pour le temps apparemment plus libre (vacances, congés), pour agir, pour la promotion sociale... Les portes des Ecoles Normales sont grandes ouvertes moyennant une simple formalité : une petite signature au bas d'un contrat.

Ce contrat prévoit un engagement de 10 ans à servir l'Education Nationale, en contrepartie d'une formation payée de 2 ans. En cas d'échecs au CAP, de démission, d'exclusion, le remboursement des sommes perçues est obligatoire (3,4 millions ou plus).

Peu à peu, au cours de la formation, le voile se déchire et l'Education se révèle dans sa splendeur d'inertie et dans sa lourdeur administrative. Les motivations, pour la plupart des normaliens, disparaissent et font place au désabusement, à l'angoisse ou au laisser-aller. De plus en plus, certains choisissent ou choisissent la démission malgré le contrat et ses contraintes financières. Bien souvent, cette démission se présente comme un acte solitaire et discret. Face à cette situation, il est important de se rassembler pour exiger : le non-remboursement et l'abrogation du contrat.

A la suite d'une réunion le 4 décembre, le groupe formé souhaite obtenir des renseignements précis sur les cas de remboursements déjà faits, recenser tous les renseignements et trouver les moyens d'échapper au remboursement, s'élargir à toutes les personnes intéressées et entrer en contact avec tout groupe agissant sur les mêmes problèmes, tenir une réunion courant janvier.

## Architecture

## Les étudiants dans la rue

LE mardi 13 décembre, a eu lieu une manifestation d'étudiants en architecture regroupant environ 500 personnes. Celles-ci protestaient contre la réforme d'Ornano qui reconsidère l'enseignement de l'architecture.

Les grands points de cette réforme organisent :

— La sélection des étudiants en fin de première année de premier cycle, par un concours dont le nombre d'admis est fixé chaque année, pour chaque Unité Pédagogique d'Architecture, par le ministre lui-même,



— La limitation du nombre des étudiants étrangers admis à s'inscrire en 1<sup>re</sup> année, limité à 10% du nombre total de chaque UPA (1).

— La création de stages professionnels, non payés, durant le 3<sup>e</sup> cycle, ce qui fera une main-d'œuvre bon marché pour les agences, sans aucun contrôle pédagogique de l'UPA.

— La mise en place d'un 4<sup>e</sup> cycle qui formera une nouvelle élite. Le « prix de Rome » d'avant 1968 aura donc, dans le doctorat de 4<sup>e</sup> cycle, un digne successeur.

Cependant, il faut se rendre à l'évidence, seuls 500 étudiants sur plusieurs milliers se trouvaient à Paris pour manifester. Les slogans (« Dissolution de l'ordre des architectes », « D'Ornano, t'es foutu, les archis sont

dans la rue », etc.) ne semblaient exprimer que des revendications d'ordre corporatiste.

Sans nier l'origine de classe de la grande majorité des étudiants architectes, cette manifestation laissait « transpirer » un certain malaise dû en partie au manque de perspectives. En effet, depuis plus d'un an que cette réforme se met en place, il a été difficile de mobiliser les étudiants. Cela tient aussi au rôle social et idéologique de l'architecte. Le seul contact qu'a l'architecte avec les « gens » (pour ne pas parler

d'usagers) est un rapport qui se fait d'une part à travers la division du travail (chantiers/ouvriers du bâtiment). D'autre part les « gens de la rue » ne voient de la production de l'architecte que ce qu'ils en subissent.

Cependant, pour un certain nombre d'étudiants, les revendications, par rapport à la réforme de l'enseignement, soulignent aussi la volonté d'une pratique différente de la profession (pouvoir réel des travailleurs sur l'espace).

Eric  
Groupe de Corbeil

(1) C'est après 1968 que se créent les 9 UPA qui donnent toutes le DPLG (diplôme par le gouvernement) mais en ayant des orientations pédagogiques différentes.

## Lutte antinucléaire

## RÉPRESSION A GRENOBLE

Joel Larrive et Patrick Buno sont interceptés dans la nuit du 29 au 30 novembre, près de Creys-Malville. Dans leur voiture, un cocktail molotov et un baton de dynamite seront découverts. Après perquisition à leur domicile, on y découvre de la dynamite. Ils sont inculpés de détention et transport d'armes de première catégorie. Ils voulaient détruire la clôture de la centrale nucléaire de Creys-Malville.

Le groupe de Grenoble de la Fédération anarchiste apporte son soutien total à des actions directes entravant la construction de Super-Phénix, sans porter atteinte à des êtres humains. Ces actions ne sont que légitime défense face au terrorisme de l'Etat, par le non respect de ses propres lois. L'Etat, EDF, l'armée, la police veulent imposer à toute une population, voire au pays, le danger de l'électronucléaire sans lui demander son avis.

Nous affirmons face au fascisme du pouvoir : action directe et sabotage!

Groupe F.A. Grenoble

## en bref...en bref...

Michel Lamotte (cf. ML 237) a été condamné par le TPFA de Paris à douze mois de prison dont dix avec sursis pour insoumission, le 13 décembre.

Jean-Bernard Forissier (cf. ML 237) a été condamné à un an de prison dont neuf mois avec sursis pour insoumission et refus d'obéissance par le TPFA de Lyon, le 9 décembre.

Antoine Beck, objecteur-insoumis, (cf. ML 243), a été condamné à un an de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve par le tribunal de Thionville, le 18 novembre.

Le 25 novembre, au tribunal de grande instance de Nanterre, Jean-Louis Vincent et Jean-Pierre Lafay (cf. ML 244), objecteurs-insoumis au service civil, du comité de lutte des objecteurs de Paris, passaient en procès. Le jugement a été prononcé le 2 décembre : 4 mois de prison avec sursis pour Jean-Louis et 6 mois de prison avec sursis pour Jean-Pierre.

Le 9 décembre, J.-M. Cailleau, objecteur-insoumis à l'ONF, a été condamné par le tribunal d'Angers à 4 mois d'emprisonnement.

## Var informations

TOULON — Poursuivis pour avoir soi-disant diffamé le maire de Toulon, M. Arreckx, les secrétaires des U.D. CGT ET CFDT ont été relaxés. Quant au maire, il a été condamné aux dépens. Nous pouvons donc conclure de cette affaire que M. Arreckx est araciste et xénophobe.

— M. Arreckx, toujours lui, dans le cadre de ses innombrables générosités (!) vis à vis de la population, a décrété la gratuité totale des transports pour les plus de 70 ans. Mais attention, il y a des conditions...

LA GARDE - Nouvel attentat raciste dans la nuit du 13 AU 14 contre le foyer Sonacotra. Fort heureusement, il a échoué. Il a été revendiqué par le commando fasciste «Delta», assassin de Laïd Sebaï, gardien du siège parisien de l'amicale des Algériens en Europe et qui veut ainsi contrecarrer les actions du Front Polisario.

— Grève à Manufro (manufacture provençale de vêtements). Les employés n'ont qu'une poignée de figures pour salaire. Comme toujours le patron compte sur les jaunes pour faire le coup de force.

CUERS - Nous déplorons le décès de notre camarade Vicente Bayo.

## Médecine du travail

### Non au contrôle patronal!

APRÈS plus de trois semaines de grève reconductible, la section CGT (syndicat des employés de banque du groupe Suez) brise la grève. Aucune des revendications (quinzième mois, reclassification, 150 F pour tous, etc.) sur lesquelles s'étaient mobilisées depuis le 21 novembre la majorité des employés n'est satisfaite. Une employée non-titulaire, soupçonnée de sympathie pour les grévistes, est licenciée. Le personnel est écœuré et divisé.

La grève était partie, rappelons-le, du mécontentement d'une centaine d'employés du service du portefeuille, qui devaient rapidement déborder le mot d'ordre de débrayage parti de la CGT. Des militants CFDT combattifs popularisèrent alors l'action à travers les autres services de la banque qui connaissait ainsi sa première grève importante. Les grévistes, dans les jours suivant le 21 novembre, devaient se retrouver au nombre de 600, regroupant la majorité des employés. Après une première semaine de grève reconduite par les assemblées quotidiennes, les grévistes bénéficiaient du renfort des employés et gradés du service informatique et de FO qui s'était tue les premiers jours. De multiples manifestations sont organisées devant la direction, boulevard Haussmann, devant l'AFB, la chambre patronale des banquiers créée par le gouvernement de Vichy, et devant le journal *Le Monde* qui ne dit pas un mot sur le conflit tandis qu'il ouvre ses colonnes à des publicités patronales du groupe Suez. Les deux premières semaines, la CGT semble soutenir le conflit (le 1<sup>er</sup> décembre n'est pas loin), tout en marquant sévèrement les militants CFDT les plus combattifs. Mais ce soutien apparent masque une opposition systématique à toute proposition concrète des militants CFDT. Ainsi la CGT-PC s'oppose-t-elle au passage des grévistes dans les services. Ainsi combat-elle tout rattachement individuel à la grève. Ainsi s'oppose-t-elle à la confection et au collage d'affiches, etc. Lors d'une manifestation de rue, le dialogue suivant tenu par deux responsables CGT est éloquent :

« Dans le fond, cette grève ne tombe pas si mal, c'est une bonne préparation au 1<sup>er</sup> décembre... »

#### ET LES GAUCHISTES ?

Au sein de la section CFDT sont présents un ou deux sympathisants de la LCR. Ces derniers, au lieu de faire des propositions au sein des assemblées générales, vont entamer une campagne de calomnies contre les quelques camarades CFDT se déplaçant sans compter face à une CGT muselée. La LCR, qui ne manque pas de militants à la CFDT des banques parisiennes, impulsera-t-elle des grèves de soutien, des collectes de solidarité, des manifestations inter-banques, la popularisation par affiches et tracts, le boycott des opérations confiées par la direction de Suez à d'autres boîtes ? Non. Un petit article dans *Rouge*, de temps en temps pour augmenter les ventes du quotidien dans les banques, une délégation du Crédit Lyonnais pour passer un film sur la grève de 1974, qui se heurtera à une commission de censure de leurs «camarades ouvriers» de la CGT et une tentative de leçon à ces

jeunes merdeux de grévistes CFDT et non-syndiqués qui ne savent pas faire la grève selon les critères trotskistes, et enfin un tract d'information au CIC le lendemain où la CGT a appelé à la reprise du travail. C'est tout ce dont ils se montreront capables. Les autonomes de la BNP Barbès, qui avaient bénéficié, du soutien actif de militants d'Indosuez pendant la grève de leur centre électronique, ont brillé par leur absence et leur mutisme. Cela aussi, il faudra s'en rappeler.

Enfin, en dehors de la section CFDT d'une banque privée (le CIC), le soutien à ce conflit ne coûtera pas cher en remerciements à nos malheureux collègues d'Indosuez.

#### LES COMMUNISTES ET LA DÉMOCRATIE

La CGT-Suez bénéficie bien sûr de toutes les attentions du PCF, le groupe Suez figurant au hit-parade des nationalisations et contrôlant les leaders de plusieurs secteurs industriels et financiers. Aussi faut-il sans doute voir dans son attitude dans ce conflit une application de la nouvelle ligne pseudo-démocratique et soi-disant autogestionnaire... C'est ainsi que le 15 novembre, nos lascars vont profiter du fait que les plus combattifs collectent du fric à la BNP, pour organiser un vote avec 250 personnes rassemblées à la hâte. Le résultat du vote : 180 se prononcent pour la poursuite de la grève contre 70 qui acceptent la position de la «CGT au cœur des luttes» (pour les briser ?). Bien entendu, nos petits Marchais aux couleurs de la banque maintiennent leur mot d'ordre de reprise du travail. La section CFDT n'a plus eu qu'à appeler à la poursuite de l'action jusqu'au 20 décembre, pour la forme, la grève étant irrémédiablement brisée. Enfin, les grévistes n'oublieront pas les tracts et propos du syndicat national des banques (CGC) dignes de la CFT.

#### DES LEÇONS À TIRER

Un tel exemple doit conduire l'ensemble des militants, liaisons et cercles d'entreprise de la Fédération Anarchiste à multiplier l'information et à populariser tous les conflits dont ils sont témoins ou acteurs. De l'information, les anarchistes sauront passer à la solidarité active : action directe, soutien financier, boycott des opérations antigrévistes, etc. Nous ne mêlerons pas nos voix au concert autoritaire et professoral des gauchistes et des politiciens de tout bord, mais mettrons au service des luttes sociales, nos bras, nos têtes et nos tripes, sur nos lieux de travail comme dans nos quartiers et localités.

Bernard RICHARD

## Indosuez

### LA CGT BRISE LA GREVE

DEUX récentes décisions de tribunaux viennent de remettre en question la valeur des contre-visites patronales dans les cas d'arrêts de travail. La société de médecins «jaunes» mise en cause cette fois-ci, n'est pas Securex, tristement connue, mais l'AGRS (association pour la gestion des risques sociaux). A St-Chamond, cinq ouvrières des établissements Fressynet étaient arrêtées de travailler pour maladie, sur certificat de leur médecin traitant, certaines d'entre elles avaient d'abord reçu la visite du médecin de la Sécurité Sociale, sans aucun problème ; après quoi, elles durent toutes cinq subir la contre-visite d'un «mercenaire» de l'AGRS de la Loire.

A la suite de ce contrôle télécommandé par leur employeur, ce dernier leur supprima les indemnités complémentaires, prévues par l'accord de mensualisation. Les ouvrières, révoltées par ces méthodes dictatoriales, s'adressèrent alors au conseil des Prudhommes de St-Chamond, qui leur donna entièrement raison, et précisa que «le texte de la convention n'a conféré aucune force probatoire supérieure à la contre-visite, dont la conclusion ne s'impose pas plus aux salariés, que celle du médecin traitant à l'employeur». Que devrait-on conclure, logiquement, de cette formulation ? Que tout salarié, en arrêt de travail, a parfaitement le droit de refuser la contre-visite d'un contrôleur patronal. Les syndicats ouvriers réformistes seraient bien inspirés de méditer un peu sur ce point important, et de mener une campagne plus active, plus énergique, contre ces flics grossièrement rémunérés par des PDG soupçonneux et peu enclins à la clémence.

Une affaire similaire a été jugée à Lyon. Il s'agit cette fois d'une employée des Ets Brun, de St-Etienne, qui, en arrêt de maladie, a été licenciée pour la seule raison que le médecin-mouchard de l'AGRS, ayant trouvé la porte de son domicile fermée, en avait immédiatement déduit qu'elle était absente irrégulièrement. L'employée, quant à elle, affirmait bien se trouver chez elle ce jour-là, mais assoupie sous l'effet des médicaments. Après un jugement (défavorable pour elle), du conseil des Prudhommes de St-Etienne, la chambre sociale de Lyon décida, au contraire, que son licenciement ne reposait sur aucun motif réel, la convention de la métallurgie de la Loire étant très imprécise au sujet des contre-visites effectuées à la demande du patron. Il est évident qu'il reste malgré tout fort à faire pour imposer la suppression définitive de

cette honteuse pratique de «médecine» parallèle, à la soldée des industriels, et ce n'est pas, me semble-t-il, une lutte à dédaigner.

Il y va du respect de la dignité des travailleurs, bafoués et humiliés par les patrons et leurs chiens de garde, défenseurs du profit et de la société de classes.

Bernard LANZA

## Informations normandes

— Rouen Normandie Nouvelles a cessé de paraître. En cette période de crise, sa disparition va poser des problèmes à son personnel, mis en chômage. S'il n'y avait ce point, nous ne verserions pas une larme sur sa disparition. Ce journal dirigé par un stalinien pur et dur, fut à la pointe de la calomnie anti-anarchiste dans la région. Nous pensons surtout, à ce propos, aux comptes-rendus des journées des 1<sup>er</sup> et 24 mai au Havre et à Rouen.

— Depuis une semaine, le conflit qui oppose le personnel du car-ferry «Léopard» à ses promoteurs, s'est aggravé. Ces derniers ont l'intention de faire passer le navire sous pavillon britannique, ce qui leur donnerait, au travers des réductions des frais de port et de salaires, des bénéfices accrus.

Le personnel n'a évidemment pas l'intention de faire les frais de l'opération. Jeudi 15, les grévistes ont voulu s'opposer au déchargement du navire. Pour la première fois au Havre depuis longtemps, la police a chargé les travailleurs. La détermination des marins reste entière. Le conflit prendra certainement un nouveau cours dans les semaines à venir.

— Du 13 au 16 décembre, ont eu lieu les journées nationales d'études des directeurs de maisons de jeunes et de la culture.

Ces journées avaient pour but de situer les MJC, leur personnel et l'action des maisons de jeunes dans la perspective des prochaines législatives et d'une gauche au pouvoir. Cinq «carrefours» ont étudié diverses questions allant de «l'utilité» du Programme commun à la formation permanente.

Il est à noter que l'influence prépondérante des communistes s'est heurtée cette année à une opposition plus concrète. Ainsi, le travail en commissions fut propice à des réflexions qui ont remis en question le ronron habituel de la profession.

Il faudra revenir prochainement sur les MJC et leur rôle, sur ce que furent les débats de ces journées nationales d'étude. Ceux-ci sont riches pour l'avenir, tant au niveau du travail dans et à côté des structures syndicales qu'au niveau plus professionnel.

Vient de paraître

## LA COMMUNE DE KRONSTADT

Ida Mett

Ed. Spartacus Prix : 12 F

## Electriciens et gaziers : LA GREVE INACHEVÉE ?

Depuis quelques années, les travailleurs de l'EGF servaient de gros bataillons pour les journées de grèves nationales de 24 heures, et beaucoup n'y mettaient plus guère d'enthousiasme. Et pour une fois, après la grève du 1<sup>er</sup> décembre, des consignes de grève plus longue ont été données, et largement suivies. Au-delà même des prévisions des dirigeants syndicaux.

### L'INTOX

Aussitôt, dans toute la presse de masse, à la radio comme à la télévision, c'est le tollé général. Le patronat, qui se félicitait bruyamment de «l'échec de la grève du 1<sup>er</sup> décembre», ne rit plus du tout, et crie au sabotage économique. La presse pourrie proclame que la population en a ras-le-bol et que les grévistes mettent la «pagaille»... Cette campagne calomnieuse contre l'action menée résolument est un bon point pour les grévistes : cela montre qu'ils sont efficaces. Mais il ne faut pas sous-estimer l'impact de ces campagnes sur le public. Ainsi les usagers, à peine gênés, finissent par faire chorus.

La manipulation peut aller si loin que les gens admettraient qu'on limite le droit de grève, ou qu'on applique aux travailleurs de l'EDF la réquisition. Par exemple, en 1969, en pleine grève de l'EDF, l'intervention télévisée de Chaban Delmas avait dressé l'opinion, jusque là partagée, contre les grévistes. Il faut savoir qu'au nom de la continuité du service public, le gouvernement a tous les droits pour briser une grève dans le secteur public. Cette fois-ci, la détermination des grévistes et les mises en garde des syndicats ont au moins fait reculer le gouvernement dont le silence n'aurait rien de bon. M. Monory, ministre de l'Industrie, a dû se prononcer pour la conciliation.

### Informations Beauce et Perche

L'UIS CFDT (Châteaudun, Cloyes, Bonneval), dans une lettre ouverte, interpelle le maire de Châteaudun (PCF) sur sa pratique de «l'auto-gestion communale» : pas de dialogue ni d'information de la population, des décisions et actions ne tenant pas compte de la volonté des travailleurs, pas de création d'un comité local de l'emploi.

— A Ceton (Orne), 72 licenciements à l'usine Avitex (fermeture et liquidation de l'usine).

— Depuis le 1<sup>er</sup> décembre, les «Professionnels drouais» (CGT) sont en lutte pour une augmentation de salaire.

En Beauce et Perche, les travailleurs veulent aussi «travailler et vivre au pays».

### L'ENJEU

Mais comment expliquer un tel déchainement contre les grévistes de l'EDF ? La CGT qui soutient la politique énergétique et nucléaire du gouvernement, ne peut pas être accusée de sabotage économique! Mais, sur le fond, la grève heurte de front deux piliers : le plan Barre et les contrats de progrès.

Le plan Barre, en effet, prétendait limiter la hausse des salaires à celle des prix. De fait, ce pseudo-maintien du pouvoir d'achat a permis au patronat une intransigeance totale sur les salaires, tandis que la hausse des prix prévue à 6,5% a été pulvérisée. C'est donc une baisse des salaires réels, à la grande joie du patronat, qui se produit depuis un an.



### LE VIRAGE

Mais alors que les travailleurs de l'EDF, et notamment les agents des services techniques, retrouvaient les vertus et l'effi-

### Horlogerie franc-comtoise

## RELIAC EN LUTTE

Dans notre article sur les dernières journées portes ouvertes à Lip (voir ML 247), nous avons cité, parmi les délégations de travailleurs en lutte présentes, celle de Reliac. Voici un exposé plus complet de la lutte de ces autres travailleurs franc-comtois de l'horlogerie qui, comme les travailleurs de Lip, sont attachés à leur pays et à leur métier et qui, face au pouvoir et au patronat, ont décidé de prendre leurs affaires en main.

Le 22 juin 1976, suite à des erreurs de gestion, le PDG de Reliac est contraint de déposer son bilan. Depuis cette date, les travailleurs et la section syndicale CFDT luttent pour le maintien de leur emploi à Mâche.

Des suggestions sont proposées, des démarches entamées et des manifestations organisées. Les travailleurs de Reliac descendent à Besançon accompagner leur délégation en préfecture. Le président Edgar Faure, député de la circonscription, reçoit le comité d'entreprise. Il leur déclare : «Ce n'est pas un gros problème, ne vous en faites pas, nous trouverons

une solution». Le 26 août 1976, tout le personnel est licencié.

Une grande manifestation de soutien est organisée par l'union locale, l'union métaux et l'union régionale CFDT de Franche-Comté le 4 septembre 1976.

En novembre, la commission de l'emploi en Franche-Comté espère une reprise d'activité et fait traîner l'affaire par une succession de réunions qui n'aboutissent à aucune solution valable. Ne voyant aucune perspective d'avenir, les travailleurs de Reliac décident de prendre leur destin en main.

Ils sont une équipe d'horlogers-réparateurs capables de réparer toutes sortes de montres (mécaniques, automatiques, chronographes, électriques et électroniques). Ce qu'ils veulent, c'est travailler et vivre au pays. Pour ce faire, ils vous demandent de leur confier vos réparations de montres à des prix défiant toute concurrence.

Le 15 décembre, leur société coopérative de production a été constituée. Ils peuvent donc, dès maintenant, travailler et vous donner toute satisfaction.

Groupe libertaire Proudhon

### Informations Rhône-Alpes

— A Bron, depuis septembre, 8 salariés du bâtiment (entreprise Rey) sont payés par leur employeur... par chèques sans provision.

— Dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de Lyon (où se présente R. Barre) un propriétaire d'immeubles, Picon, vend du sommeil à 150 immigrés. Des taudis sans électricité dans l'allée, et 660 francs de loyer pour 2 personnes!

— Les 1 500 ouvriers de l'entreprise C.B.C. (qui travaillent à la construction de la centrale nucléaire du Tricastin) sont en grève depuis le 29 novembre, pour une réglementation du travail dans les cas d'intempéries, et une garantie de reclassement en fin de chantier.

— Conférence de presse du syndicat de la magistrature et du syndicat des avocats, le 8 décembre, à Lyon, pour dénoncer les «abus de pouvoir commis par le gouvernement» (extradition de K. Croissant, suspension du substitut Dujardin, etc.)

— Un ouvrier turc de chez Berliet, opéré du cœur, vient de recevoir une lettre de licenciement pour... «absence prolongée»! Les assistantes sociales s'efforcent de faire annuler cette décision. Et les syndicats, alors ?

— Deux responsables syndicaux licenciés chez Zénith, à Roche-la-Molière (Loire).

— Le PDG des «Docks Lyonnais» condamné à 1500 F d'amende pour discrimination entre personnel gréviste et non-gréviste.

— 200 emplois menacés par le dépôt de bilan de la société Dalphi-Métal (usines de Bron, Villeurbanne et Amplepuis).

— 40 licenciements aux ateliers de la Madeleine, à Décines.

— 21 salariés sur 32 licenciés chez Mod'Plastia, à Genay Neuville. Les 11 personnes restant doivent travailler 55 heures par semaine pour terminer une commande de sièges de voitures pour Simca!

### Var Informations (suite)

— LA SEYNE— Lors d'un affichage et voulant s'opposer à l'arrachage systématique de nos affiches, un camarade du groupe s'est fait agresser par deux militants du P.C.F.. Ceux-ci ont emporté affiches et matériel d'affichages.

De tels actes laissent augurer de ce que sera l'application de leur charte des libertés!...

### UN SERVICE RÉGULIER ET RAPIDE L'ABONNEMENT

## espagne

Réuni le 27 novembre, le plénum du comité national de la CNT, déclare rejeter absolument le pacte de La Moncloa qui est un pacte social négocié directement avec les partis politiques, étant donné le refus de la majorité des centrales syndicales à l'accepter, et qui a pour but de détruire les syndicats en tant que tels en les soumettant à la discipline des partis.

A l'intérieur de ce cadre, les groupes parlementaires qui se sont compromis, sont parvenus à un accord tendant à réaliser des élections syndicales ayant pour objet d'établir dans les centres ouvriers une nouvelle juridiction d'entreprise de type nouveau qui garantisse l'application des accords économiques et disloque les syndicats ouvriers, limitant et cassant leurs fonctions, portant ainsi une atteinte grave à la liberté syndicale.

syndicales dans les entreprises ayant la capacité de formuler des propositions aux assemblées et reconnues comme telles par le patronat, est la base de l'associationisme ouvrier et de la liberté syndicale qui aura à détruire tout pacte



En définitive, la CNT réitére une fois de plus son rejet des élections syndicales dans ses différentes variantes, comme une nouvelle tentative de déplacement du verticalisme sur un terrain de caractère parlementaire. Etant donné que le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise vient se canaliser dans les sections syndicales, et que ce sont les assemblées d'entreprises qui présentent l'unité d'action de celles-ci, la CNT revendique tout le pouvoir de décision à l'assemblée. Celle-ci jouera un rôle concret si elle ne s'affuble pas de structures mécaniquement établies et si les comités ou les délégations mandatés ne lui retire pas son rôle de contrôle, c'est à dire : mandat impératif, caractère révocable, responsabilité face aux travailleurs, dissolution après accomplissement du mandat.

La CNT considère que l'existence d'authentiques sections

politique établi sur le dos des travailleurs.

La CNT considère comme nécessaire de souligner que le syndicalisme permettra au mouvement assembléiste de forger la solidarité de classe et de dépasser le corporatisme étroit de l'entreprise ou de la branche de production. Un mouvement assembléiste réduit à coordonner les revendications sectorielles est facilement manipulable par les partis politiques. Le syndicalisme révolutionnaire que la CNT propose aux assemblées de travailleurs, acquière, en échange, la perspective de l'émancipation sociale et de l'entraide entre les travailleurs.

## iran

On sait que le Shah fait peser sur l'Iran un régime de violence et de répression brutale.

# informations internationales

Aussi, lorsqu'il se déplace dans le monde, il est accueilli par des manifestations d'hostilité, et l'on se souvient que lors de sa visite à Berlin, le 2 juin 1967, un étudiant protestataire, Ohnesorge, fût tué par la police. Dernièrement, le Shah a rendu visite à Carter et Washington a été le théâtre d'une manifestation, la plus importante depuis la guerre du Vietnam. Pour répondre aux huées et aux slogans hostiles, le gouvernement iranien avait organisé une autre manifestation, dite de «soutien au Shah». Une partie de ces «souteneurs» non spontanés était venue d'Iran, et une prime de 100 à 150 dollars leur avait été généreusement allouée. A ce joli monde s'était joint les milieux d'affaires iraniens et américains de Washington et bon nombre de militaires iraniens en civil et les membres de la SAVAC (police secrète iranienne).

Ne nous étonnons pas si le très démocrate et très humaniste Carter a reçu le bourreau de l'Iran avec respect : il apportait un contrat d'achat d'armes portant sur cinq milliards de dollars et on sait que l'argent n'a pas d'odeur.

Cependant, à Téhéran, la police prenait prétexte, le 15 novembre, d'une récitation de poèmes à l'université technique, pour empêcher une partie des auditeurs de pénétrer dans la salle.

Le 16 novembre, une manifestation de 10 000 personnes fut dispersée par la police et il y eut une vingtaine de tués. Le 20 et le 21, les manifestations reprirent et la police fit de nouveau usage de ses armes. Au total, le bilan s'élève à 60 tués. Carter et Giscard, au nom de la démocratie, font des courbettes devant le potentat iranien : que ne ferait-on pas pour un peu de pétrole et de fric ?

## uruguay

Un accident survenu dernièrement dans les carrières de Suarez a causé la mort de 15 travailleurs. Dans ces carrières, produisant des pierres et du Balast, la productivité a augmenté en quatre ans de près de 1200%. Cette augmentation est due à la très forte intensification des rythmes de travail. Ce sont ces conditions de travail, imposées par les baïonnettes, qui viennent de tuer 15 travailleurs.

Dans le même temps, alors que le niveau de vie de l'ensemble de la population baisse de jour en jour, les militaires, et particulièrement les officiers, sont à l'abri de cette baisse. Un général touche une solde équivalant à près de 5000 F. français par mois, auxquels s'ajoutent de nombreux avantages divers, alors qu'un ouvrier gagne un salaire moyen d'environ 400 F. Grâce à de tels revenus, le général Vadora a pu s'acheter une grande propriété foncière dans le département de Lavalleja.

## italie

Des intellectuels, scientifiques et chercheurs italiens viennent d'adresser une lettre ouverte à leurs homologues des universités et des centres de recherche scientifique de l'Allemagne fédérale, lettre qui porte déjà 94 signatures. Ils soulignent l'analogie des mesures répressives prises en Italie comme en Allemagne et les menaces que ces mesures constituent pour les libertés démocratiques les plus élémentaires. Dans les deux pays, les pouvoirs de la police ont été dangereusement accrues, on poursuit ou on inquiète les avocats des inculpés, on crée des prisons spéciales. Les suicides de Stammhein ressemblent fort au suicide de Pinelli. La lettre fait état du vote du parlement européen de Strasbourg qui prévoit l'extradition des «criminels politiques». Pour défendre la liberté d'opinion, de recherche et d'enseignement, il ne suffit plus de se confiner dans une «communauté scientifique», il faut porter ces questions sur le terrain national et international, soumettre le travail scientifique au contrôle démocratique des masses et mettre en discussion sa partie sociale.

## AU CONSEIL EUROPÉEN

DANS sa session de novembre, le parlement européen a voté à l'unanimité une résolution condamnant les actes de terrorisme et demandant aux Etats membres une action concrète pour prévenir de tels actes. Il s'agit des actes de terrorisme perpétrés à l'intérieur de la Communauté et de ceux «ayant leur origine ou leur prolongement à l'extérieur de celle-ci» (selon un amendement du groupe socialiste).

Il reste à définir les «actes de terrorisme», glorifiés par les uns (je songe aux actions terroristes des résistants au nazisme) et considérés comme des crimes par les autres. Si on laisse les gouvernements juges, on devine la dangereuse extension qu'ils donneront à la définition du terrorisme.

Mais, au conseil européen réunissant, le 5 décembre à Bruxelles les chefs d'Etats et de gouvernement des neuf, le président Giscard a fait une proposition qui fait logiquement suite à la scandaleuse extradition de l'avocat K. Croissant.

Giscard propose la création d'un cartel européen contre le crime, d'un «espace juridique européen». Nous avions l'Europe verte, nous aurons l'Europe policière. Les Etats membres devraient, selon Giscard, adopter une législation commune contre les crimes «graves» (?) comportant l'extradition automatique des auteurs d'actes terroristes. Ainsi la justice officielle n'aurait plus à se prononcer sur les extraditions qui seraient affaire de gouvernement et deviendraient «automatiques».

Une telle proposition a été accueillie sans enthousiasme par les représentants de la Belgique, de la Hollande et de l'Italie qui ont fait état des disparités du code pénal excluant, dans certains pays, la peine de mort, et qui ont craint que la proposition de Giscard portât atteinte à certaines conquêtes de la démocratie. On a renvoyé la dite proposition à une commission de travail, ce qui équivaut à un enterrement de première classe...

Nul doute que Giscard - ou Schmidt - reviendra à la charge. «L'espace juridique» ressemble fort à une sainte alliance des gouvernements, destinée à réprimer, sous prétexte de terrorisme, les contestations et les oppositions. Il suffit de qualifier de «terroristes» les soi-disant complices d'actes criminels, les sympathisants, les intellectuels et les avocats non conformistes... et la liste sera longue de ceux qui n'auront plus droit de cité ou d'asile dans l'Europe des neuf. Arrivera-t-on à mobiliser contre un tel péril une opinion publique manipulée et malade de la psychose du terrorisme ?

Jean BARRUÉ

## livres

par Maurice JOYEUX

La Librairie Française

## Les deux cent familles au pouvoir par Henri COSTON

**H**ENRI Coston est un homme singulier! Depuis plus de trente ans, il construit une œuvre dont le but est de démontrer la collusion de l'argent et du personnel politique, sans d'ailleurs que ces personnages de gauche ou de droite, qu'il a pris rudement au collet, ne réagissent bien vigoureusement. On serait tenté de murmurer, comme le faisait ma grand-mère, «qu'il n'y a pas de fumée sans feu». Les deux cent familles au pouvoir fait suite à toute une série d'ouvrages, et parmi eux, Les financiers qui mènent le monde dont j'ai parlé dans Le Libéraire il y a une vingtaine d'années, ce qui ne rajeunit ni l'auteur ni moi! Le titre même de ce nouveau volume d'Henri Coston remplira de nostalgie ceux qui vécurent cette période exaltante de 1936, où l'on ne disait pas encore qu'il fallait faire payer les riches, mais qu'il fallait faire rendre gorge aux deux cent familles!

A en croire l'auteur, malgré et les guerres et les révolutions qui ont secoué la terre depuis plus de quarante ans, les deux cent familles existeraient toujours. On s'en serait douté! De toute façon, Henri Coston nous le démontre et on est effaré devant cet étrange ballet que nous jouent les financiers, les hauts fonctionnaires, les politiciens, de gauche comme de droite, réputés les plus honorables, les représentants des grands corps de l'Etat, ce qui reste de l'

moirie vraie ou supposée. Devant ce débalage, au fil des pages, on a envie de crier «Assez, trop, c'est trop!»

Ah les patriotes, ah les socialistes! Mais qu'allais-je dire? Ces gens-là ne sont pas sectaires! Les patriotes se révèlent internationalistes lorsqu'ils sont lancés dans une affaire de trust bien juteuse, et nos socialistes sont bien patriotes lorsqu'ils se sacrifient au service d'affaires industrielles ou bancaires bien de chez nous, ce qui leur vaut la considération de personnages n'ayant que peu de rapports avec les prolétaires des usines. A vrai dire, seuls les communistes échappent à cette écurie sarabande du pognon et du pouvoir, celui d'hier, celui d'aujourd'hui, celui de demain, mais c'est simplement que leur puissance financière, qui est collective et non pas individuelle, prend un autre caractère aussi contraignant, et qu'Henri Coston devrait bien nous conter un jour.

Tout au long de son ouvrage, l'auteur, qui s'est probablement souvenu des Mémoires du Cardinal de Retz, nous a tracé quelques portraits réjouissants. Celui, par exemple, de cette vieille fripouille d'Antoine Ribaut, oui, vous savez bien, Ribaut, le bailleur de fond de la gauche, l'ex-«sauveur» de Lip. D'autres portraits, ceux de Borel, de Trigano, autre bon capitaliste de gauche, de Deba-

tisse, ce petit paysan de choc, nous réjouissent.

Ce qui reste le plus extraordinaire, c'est l'interpénétration entre des personnages politiques importants, qu'ils soient de droite ou de gauche, dans les affaires économiques et financières, et c'est peut-être, parmi d'autres, une des raisons des vicissitudes du Programme commun, encore que certaines pages de l'ouvrage nous démontrent que pour ces gens-là, il n'existe pas d'incompatibilité morale entre l'administration d'entreprises nationalisées ou privées!

Il est certain que lorsqu'il s'agit de proposer une solution pour mettre fin à ce scandale de la collusion de la politique, de l'administration et de l'argent, nous, anarchistes, voyons les choses autrement qu'Henri Coston. Il voit, lui, cette collusion dans le renforcement des pouvoirs de l'Etat, nous dans la suppression de cet Etat, ce qui nous situe bien par rapport à lui. Mais après tout, l'importance n'est pas de connaître les opinions de l'auteur, mais de savoir si ce qu'il nous raconte est vrai. Et ce qu'il nous raconte est vrai!

Lisez ce livre révélateur du climat politique de ce pays et si vous n'avez pas envie de vomir lorsque vous verrez apparaître ces personnages fainéants à la lucarne de votre télévision, c'est que vous avez un estomac d'atruche.

## théâtre

## LE PETIT FILS DU CHEIK

Théâtre des Bouffes-Parisiens

Le mot n'est pas encore inscrit dans les dictionnaires, peut-être n'y entrera-t-il jamais. Mais le langage coutumier l'a déjà adopté définitivement. Chacun connaît, dans son entourage, d'indefinissables humains qu'on classe, faute de mieux, dans la sympathique famille des Branquignols.

La nouvelle présentation offerte par les joyeux parents, R. Dhéry et Colette Brosset, contient de l'exotisme, des souffles du désert et des animaux sahariens. Avec une abondance d'éléments pareils, il est facile à l'excellente troupe de parvenir à dérider la salle. Si on cherche dans le détail, on attribuera les accès de rire aux accessoires baroques de la mise en scène, c'est d'accord, mais dans cette galerie de scénarios comiques, certains sont d'une veine gauloise digne de Labiche ou de Courteline. Le musée de Biskra et la scène de charme du serpent du cheik, sont du haut comique. Le thème initial repose sur la réalisation d'un film aux alentours de Biskra et dans la ville même. Tout le travail de construction de ce chef-d'œuvre exotique s'accomplit sous nos yeux. Il faut louer, dans la réalisation de ces séquences assez inégales, une qualité essentielle : c'est le rythme constant et sans accros du spectacle. Les critiques sont faciles sur le genre baroque de ces branquignols, mais combien de troupes se casseraient les reins à vouloir réaliser ce travail? Ici, nous avons une équipe homogène, parfaitement soudée et c'est la clef de cette réussite.

La distribution comporte les auteurs, Colette Brosset se dépense avec un talent égal dans toutes ses apparitions. Miss Lamb est une composition comique qu'on n'oubliera pas. Robert Dhéry, Philippe Chosson, Pierre Olaf sont excellents dans les multiples scènes où nous les admirons. Duvaleix, toujours agité et entraînant, se charge, avec l'ami Jacques Legras, de mener ce film tambour battant. Micheline Dax est exactement la femme de tête nécessaire pour cette réussite.

Francis AGRY

Toujours à voir :

- Au théâtre en rond : Le week-end des patriotes
- Au théâtre de l'atelier : Le roi des cons

## musique

## ANGE

Tome VI

**C**e double album public, enregistré lors du «Tour 77» du groupe français ANGE nous fait plaisir sur bien des points. En effet la qualité sonore de ce disque est remarquable : chaque instrument est à sa place, les vocaux ne sont pas rejetés à l'arrière-plan, le son si particulier du groupe est aussi pur qu'en studio (ce qui est un exploit pour un enregistrement français fait en public). Voilà pour la technique. Dès les deux premiers morceaux, l'attaque est soudaine, brutale, imparable. On comprend la force du groupe, force qui repose sur la cohésion des cinq musiciens venus de Belfort et sur la joie de jouer en public. Les paroles enchantées et poétiques, bien soutenues par les orgues qui créent ce son si original, nous entraînent vers le passé et plus exactement au Moyen-Age (thème cher au groupe). Mais la section rythmique nous rappelle, si besoin était, que ANGE est avant tout un groupe rock.

On sent tout au long de la cire la complicité existant entre musiciens et public, ce qui n'est pas pour déplaire au groupe quand on sait par quelles galères ils sont passés. On remarquera au passage une nouvelle chanson «Le Chien, la Poubelle et la Rose», «fable que La Fontaine aurait pu raconter» (dixit le chanteur C. DECAMPS).

Bref, un disque pour ceux qui veulent se plonger dans l'Univers ANGE, et qui mérite bien son succès.

J'oubliais les cinq dernières minutes dédiées «A l'éternel Grand Bluesman, absent, Monsieur Jacques Brel: Ces Gens-Là» Grand moment où le public debout reprend en chœur: «Faut vous dire, monsieur, que chez ces gens-là...

Mais il est tard, monsieur, il faut que je rentre chez moi.»

Claude MAIMIN

## LA POESIE EST DANS LA RUE !

La poésie ne peut naître que de la révolte. Elle doit être un moyen de lutte, elle doit être l'expression de nos misères, de nos révoltes, de nos espoirs, de nos amours.

Ne laissons pas les académiciens s'en accaparer, ne laissons pas nos maîtres l'enfermer dans les salons bourgeois,

Prenons nos mots et GUEULONS,  
Prenons nos plumes et ECRIVONS,

Faisons la poésie dans la rue !! Qui d'entre nous n'a jamais griffonné quelques mots sur un papier, en secret ?

En secret, mais pourquoi ?

La poésie n'est ni à l'Olympia ni à l'Académie, elle est dans nos mains !

Et tous ces exploités  
Au regard malheureux  
Qui s'en vont voter  
A l'heure du Bon Dieu  
Ces métros qui nous mènent  
Vers des enfers vivants  
Et ces tonnes de peines  
Que transporte le vent

La folie qui n'est pas  
Dans le fond d'un asile  
Et ces hommes d'Etat  
Qui nous mènent en missile  
Et tous ces corps penchés  
Sur des rayons en or  
Dans les super-marchés  
Qui vendent de la mort

Et ces automobiles  
Vers des hôpitaux blancs  
Et toutes ces machines  
Qui doivent le temps  
Cet arbre centenaire  
Qui respirait pour moi  
Qu'on a coupé hier  
Pour le nom de la loi

Et ces cages ascenseurs  
Où certains nous enferment  
Et puis ma gueule en pleurs  
Qu'on voudrait que je ferme  
Ma pensée en émoi  
D'où s'échappent ces mots  
Lorsque la vie s'en va  
En me tournant le dos

Et ces armes atomiques  
Qui m'habillent de peur  
Ces mirages chimiques  
Dont je sens les odeurs  
Ce pouvoir qui me prend  
Toute ma liberté  
Et mon corps qui se vend  
A la société

Tous ces ordinateurs  
Pour bien nous mettre en fiches  
Et ces enfants qui meurent  
Quand le monde s'en fiche  
Ces oiseaux mazoutés  
Sur le bord de la mer  
La télé qui se tait  
A l'heure de la misère

Les yeux des condamnés  
Sur un calendrier  
Un prénom griffonné  
Dans le coin d'un cahier  
Nos rêves de bonheur  
Que les églises enchaînent  
Les évêques qui meurent  
A l'ombre d'un bordel

Les pavés de la rue  
Et notre liberté  
Qui est toujours vaincue  
Par tant d'autorité  
La musique enfermée  
Dans les salons bourgeois  
Le piano qui se tait  
Quand il est sous mes doigts

Et notre envie de fête  
Qui n'est plus jamais ivre  
Les patrons qui achètent  
Notre force de vivre  
Le boulot de chaque jour  
Pour notre nourriture  
La bonté de l'Amour  
Enfermée dans des murs

La ficelle des rues  
Pour enchaîner nos mains  
Le bonheur attendu  
Mais toujours pour demain  
Et des milliards d'esprits  
Pour faire la solitude  
Le plaisir qui est pris  
Au piège de l'habitude

La négation du moi  
Nos esprits asservis  
Aujourd'hui pour tout ça  
L'AMOUR ET L'ANARCHIE

BAVARD

## En Europe de l'Est

# TOUJOURS LA REPRESSION !

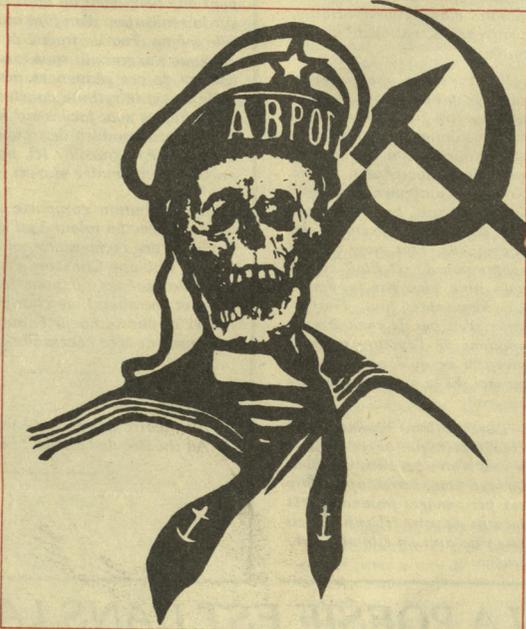
L'Esjourn en France de l'écrivain roumain «dissident» Paul Goma - à l'invitation du Pen-Club français - lui a permis de parler des victimes de la répression dans son pays. Après avoir signalé qu'avant son départ de Roumanie, il avait été menacé directement par la police, qui lui a donné l'avertissement que «le bras de la révolution est très long», Goma a précisé que «des camps de travail ont été ouverts sur le canal du Danube» et que «les méthodes d'internement psychiatriques ont été réactivées». Il a également cité toutes les brimades, telles que les privations d'emploi, les «déplacements» autoritaires, qui sont le lot quotidien de milliers de personnes.

L'écrivain a dénoncé le régime, dont les «déclarations sur l'indépendance» ont trompé beaucoup de citoyens roumains. Pour lui, ce n'est qu'un «rideau de fumée», la Roumanie ne fait que ce que Brejnev et l'URSS lui permettent de faire. Il a évoqué aussi le sort des minorités nationales : allemande, hongroise et tzigane, qui souffrent de discriminations diverses. Très désabusé, Paul Goma a fait part de son doute, en ce qui concerne les différentes variantes du «socialisme». Il est vrai que les journalistes l'interrogeaient principalement sur l'eurocommunisme. Dans les autres Etats du bloc «soviétique», la répression bat son plein. A Moscou, Vladimir ALBREKHT, secrétaire de la section d'URSS d'Amnesty International, a subi trois interrogatoires du KGB en une semaine sur l'activité de son mouvement. A Tbilissi, Valentina POLIADZÉ, membre du groupe géorgien de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki, a été arrêtée début novembre, et a commencé une grève de la faim. Arrêté également, Valeri Sorine, ingénieur moscovite, et accusé de «parasitisme», alors qu'il a été licencié de son travail le 19 septembre, pour avoir demandé un visa de sortie pour Israël, lequel lui a été refusé. Le sort d'un

ingénieur de Voronej, Vladimir RODJESTVOV, n'est guère enviable non plus : pour avoir critiqué les bas salaires et le mauvais approvisionnement des magasins, il se retrouve interné

dans un hôpital psychiatrique, tout comme le moine russe Mikhaïl GUERTSCHOV, qui, après avoir purgé une peine de quarante ans de prison (un exploit!) pour avoir refusé de reconnaître le contrôle de l'Etat sur l'Eglise orthodoxe, n'en a pas pour autant recouvré la liberté. Youri BELOV, espérantiste, se trouve lui aussi interné, et depuis décembre 1971, pour avoir «critiqué» le système.

Quelques nouvelles un peu plus réjouissantes parviennent de Yougoslavie, où, à l'occa-



## UN MOT DE TROP

LES polémiques politiques, dénonçant les combines et traquenards qu'impose ce genre de sport, amènent parfois à des débordements facheux.

C'est ainsi que M. Giscard d'Estaing - en réponse à M. Georges Marchais, parti en Algérie pour lui couper l'herbe sous le pied (une herbe qu'il n'était pas pressé de faucher) - lui a lancé cette imprudente parole : «on ne fait pas de la politique avec des otages.»

Hélas! si, M. Giscard d'Estaing, on ne fait que cela, et vous tout le premier.

Il n'est pas besoin de vieux souvenirs pour s'en persuader.

C'est vous qui avez trafiqué l'otage Klaus Croissant et l'avez livré à la République Fédérale Allemande moyennant contrepartie.

C'est vous qui livrez la population aux maladies, dégradations et dangers qu'entraînent les centrales atomiques.

C'est vous qui nous livrez en otages à des promoteurs moins

soucieux de l'avenir des hommes que des profits qu'ils peuvent en tirer.

C'est vous qui, à Malville, avez lancé vos tuteurs sur l'otage constitué par une population qui se refusait à mourir de vos centrales et qui dénonçait une «richesse» qui ruinerait le monde de demain, si elle enrichit certains personnages d'aujourd'hui.

Et dans vos rangs même, opposants ou collaborateurs, par leur passé, leurs compromissions, leurs alliances anciennes, présentes ou à venir, sont les otages les uns des autres, liés par leurs scandales et le scandale plus grand encore qui consiste à les étouffer.

En vérité, dans ce cloaque, qui durera aussi longtemps que durera le principe du pouvoir et de son corollaire: le privilège, les hommes seront des otages de la finance, otages de la politique, otages de cette immense duperie à laquelle le cynisme et l'hypocrisie conjugués donnent le nom de civilisation.

Maurice LAISANT

sion de la fête nationale, certains prisonniers politiques ont bénéficié d'une amnistie. Par contre, à Prague, c'est toujours le temps de «l'Aveu» et les déclarations du premier ministre Strougal, à Vienne, ne sont pas de nature à rassurer ceux qui se préoccupent des signataires de la «Charte 77»; pour Strougal, ils ont «attaqué certaines personnalités de la vie publique d'une manière que le gouvernement ne saurait tolérer», et, ne reculant pas devant un mensonge aussi énorme que ridicule, le premier ministre tchécoslovaque a assuré que «personne en Tchécoslovaquie ne comparait devant un tribunal pour avoir signé la charte.»

A l'Est, rien de nouveau, hélas! L'URSS ne ralâche pas son emprise sur ses satellites, même si ses méthodes sont moins brutales que sous Staline. Des millions de personnes sont ainsi réduites - sous le couvert d'un «socialisme» qui n'est rien d'autre qu'une implacable dictature d'un parti sur le peuple - à vivre dans une immense prison. C'est le devoir des anarchistes de dénoncer cette odieuse mascarade, qui retarde l'échéance de la révolution sociale, en trompant les travailleurs.

Bernard LANZA

## Au Maroc

# S.Menebhi Assassinée

LES comités de lutte contre la répression au Maroc ont tenu, le 15 décembre, une conférence de presse, à Paris, dans une salle de l'hôtel Lutetia... parce que, le dimanche 11 décembre, au petit matin, Saïda MENEHBI, gréviste de la faim, âgée de 25 ans, est morte, victime du régime policier sanguinaire d'Hassan II, à l'hôpital Averroes de Casa de Casablanca.

Si les comités de lutte avaient convoqué les journalistes, les partis de gauche, les organisations humanitaires, c'était avant tout pour dénoncer le silence complice de la presse, de la presse française en particulier, sur les arrestations et procès arbitraires, sur la répression et la torture au Maroc, sur la dictature sanguinaire d'Hassan II, ami de Giscard d'Estaing.

Etaient présents, pour parler au nom des comités :

- M<sup>e</sup> Henri Leclerc, avocat, qui dénonça l'institution judiciaire qui tue,
- Le professeur Minkovski qui dénonça l'institution hospitalière qui tue,
- Christine Jouvin, expulsée l'an dernier après sequestration, véritable otage qui, celle-là, ne fit pas la une des journaux, n'étant pas détenue par le Polisario mais par les sbires d'Hassan II.
- Aziz Menebhi, frère de Saïda, président de l'UNEM (union des étudiants marocains), longtemps détenu avec Wahed Belbekir, «disparu» pendant un temps dans des maisons spécialisées pour la torture de Casablanca et de Rabat. Il fut acquitté en août 1976 après quatre ans de détention.

Saïda Menebhi, enseignante en lettres et militante à l'UMT (union marocaine des travailleurs) fut arrêtée, avec trois autres femmes, Piera di Maggio, Fatima Oukacha, Rabea Ftouh, en janvier 1976 puis torturée à Derb Moulay Cheriff, geôle célèbre. Jugée au procès de Casablanca en janvier 1977 avec 138 inculpés pour «idées subversives», elle fut condamnée à 5 ans de prison, plus 2 ans pour «injure à magistrat». Cela pour avoir dénoncé le régime d'oppression que subissent les femmes marocaines et affirmé son soutien aux sahraouis et traité de «fascistes» les magistrats.

Mise au secret avec ses trois camarades dans la prison civile de Casablanca, elle réclama vainement d'être transférée à Kénitra avec les autres détenus. Le 8 novembre dernier, tous ces condamnés «pour opposition au régime» entamèrent une grève de la faim. On sait la mort de Saïda qui n'a pu être cachée... d'autres sont morts dont on ignore les noms.

Les membres présents des comités précisèrent qu'en tant que suspects, ils ne pouvaient citer leurs sources d'informations. Le service de santé ne donne aucun soin aux grévistes de la faim. Saïda, sentant son état empirer, avait cessé, le 29 novembre, cette grève. Mais les autorités voulaient sa mort. Saïda Menebhi est morte parce qu'on a voulu qu'elle meure. Non seulement son frère l'affirme, mais aussi Henri Leclerc et Minkovski.

Aziz Menebhi, avec l'émotion qu'on devine, mais avec calme aussi, dit le chantage fait sur le cadavre de sa sœur. Pour qu'il soit rendu aux siens, il fallait que cette mort criminelle ne soit pas ébruitée. Une fouille de la maison familiale, à Marrakech, a eu lieu et la police surveille les alentours. Henri Leclerc n'hésita pas à déclarer qu'Hassan II est un tyran comparable aux deux pitres, Amin Dada et Bokassa 1<sup>er</sup>, mais qui, lui, ne fait pas ricaner la presse.

Les comités de lutte contre la répression au Maroc pensent que le silence trop prudent de la presse française sur la répression au Maroc est en partie responsable de la mort de Saïda Menebhi et des autres morts. Simone de Beauvoir, Claire Etcheverri, Gisèle Halimi, Delphine Seyrig et Marguerite Duras ont envoyé un télégramme dénonçant la mort criminelle de Saïda, assurant de leur solidarité les femmes marocaines en lutte, au secrétariat général de l'ONU, à la commission internationale des droits de l'homme, au secrétariat de l'OUA à Addis Abeba.

Le Monde Libertaire, qui n'a de comptes à rendre ni aux fascistes de droite ni aux fascistes de gauche, se devait de dénoncer ces arrestations et détentions arbitraires, avec parodies de procès, ces tortures, toutes les tortures. Les détenus sont soit des étudiants marocains opposés au régime, soit des militants marxistes-léninistes. Nous n'avons certes pas la même optique dans notre volonté de libération des êtres humains, mais quand ils sont sequestrés pour délit d'opinion, torturés, quand on les laisse mourir s'ils sont grévistes de la faim, seul argument qui leur reste, nous ne pouvons que les soutenir.

Nous dénonçons, tout autant que le régime de terreur au Maroc, le silence criminel qui le protège, silence criminel d'un gouvernement français qui ne l'est pas moins.

Marie-Madeleine HERMET

soutenez l'hebdo... souscrivez pour l'hebdo... abonnez-vous à l'hebdo...